

**Banque « Agro-Véto »**  
**C - 0420**

## **Expression Française**

**Durée : 4 heures**

*Chaque candidat est responsable de la vérification de son sujet d'épreuve : pagination et impression de chaque page. Ce contrôle doit être fait en début d'épreuve. En cas de doute, il doit alerter au plus tôt le surveillant qui vérifiera et, éventuellement, remplacera le sujet.*

*Si, au cours de l'épreuve, un candidat repère ce qui lui semble être une erreur d'énoncé, il le signale sur sa copie et poursuit sa composition en expliquant les raisons des initiatives qu'il a été amené à prendre.*

*Ce sujet comporte 4 pages numérotées de 1 à 4.*

**Avertissement** : *l'usage de tout système électronique ou informatique (calculatrice) est interdit pour cette épreuve.*

**1°) Résumez le texte** de Tzvetan Todorov en 300 mots avec une tolérance de plus ou moins 10 %. Indiquez, à la fin de votre résumé, le nombre de mots utilisés.

**2°) Essai** : Partagez-vous le point de vue de l'auteur lorsqu'il affirme : « L'économie, l'État et le droit cessent d'être des moyens en vue de l'épanouissement de tous, et participent désormais d'un processus de déshumanisation. » ?

Malgré les crises qu'elle provoque, l'idéologie ultralibérale domine toujours les cercles gouvernementaux de nombreux pays. La globalisation économique prive les peuples de leur pouvoir politique, la logique du management, qui aboutit au formatage des esprits, se répand partout. Le populisme et la xénophobie croissent, assurant le succès des partis extrémistes.

La démocratie est malade de sa démesure, la liberté y devient tyrannie, le peuple se transforme en masse manipulable, le désir de promouvoir le progrès se mue en esprit de croisade. **L'économie, l'État et le droit cessent d'être des moyens en vue de l'épanouissement de tous, et participent désormais d'un processus de déshumanisation.** Certains jours, ce processus me semble irréversible.

Vivre dans une démocratie reste toujours préférable à la soumission dans un État totalitaire, une dictature militaire ou un régime féodal obscurantiste. Mais, rongée ainsi par ses ennemis intimes, engendrés par elle-même, la démocratie n'est plus à la hauteur de ses promesses. Ces ennemis ont une apparence moins effrayante que ceux d'hier qui l'attaquaient du dehors, ils ne projettent pas d'instaurer la dictature du prolétariat, ne préparent pas un coup d'État militaire, ne commettent pas des attentats-suicides au nom d'un dieu impitoyable. Ils portent les habits de la démocratie, et peuvent pour cette raison passer inaperçus. Ils n'en représentent pas moins un véritable danger : si on ne leur oppose aucune résistance, ils finiront un jour par vider ce régime politique de sa substance. Ils conduiront à une dépossession des êtres et une deshumanisation de leur vie.

(...)

Découvrir l'ennemi à l'intérieur de nous est beaucoup plus inquiétant que de le penser loin de nous, et tout différent. Tant que la démocratie avait un ennemi hideux, le totalitarisme nazi ou communiste, elle pouvait vivre dans l'ignorance de ses menaces intérieures ; aujourd'hui, elle doit les affronter. Quelles sont ses chances de les surmonter ?

Je ne crois pas qu'un bouleversement radical soit possible (ni du reste désirable), ni qu'une révolution pourrait résoudre tous les problèmes. Les mutations actuelles de la démocratie ne sont l'effet ni d'un complot ni d'une intention maligne, c'est pourquoi elles sont difficiles à freiner. Elles proviennent d'une évolution des mentalités, elle-même liée à une série de changements multiples, anonymes, souterrains, allant de la technologie à la démographie en passant par la géopolitique. La promotion de l'individu, l'autonomisation de l'économie, le mercantilisme de la société ne peuvent être abrogés par un décret de l'Assemblée nationale, ni par la prise d'une nouvelle Bastille. L'expérience des régimes totalitaires est là pour nous rappeler que, si l'on ignore ces grandes lignes de forces historiques, on se dirige inévitablement vers la catastrophe. Je ne crois pas non plus que le salut réside en une innovation technologique quelconque, qui rendrait la vie de tous plus facile. La technique a fait des progrès exceptionnels au cours du siècle qui vient de s'écouler, en permettant de maîtriser de mieux en mieux la matière, mais ces progrès mêmes ont une conséquence surprenante : la prise de conscience de ce qu'aucune technique ne pourra jamais satisfaire toutes nos attentes. Il ne suffit pas d'améliorer indéfiniment les instruments, l'on doit se poser en même temps la question des buts que l'on veut atteindre : Dans quel monde souhaitons-nous vivre ? Quelle vie voulons-nous mener ?

Je ne crois donc à aucune de ces solutions radicales. Une telle réticence mène parfois à la résignation, au cynisme ou à ce que certains appellent le *néantisme*<sup>1</sup>, la conviction que tous les agissements humains sont vains et que le monde va à sa perte. Ce n'est pourtant pas mon cas. Si je m'interroge sur les sources de cette disposition d'esprit après tout positive, je les trouve, mis à part ma possible naïveté, dans le comportement quotidien des individus que je côtoie. Les actes égoïstes, autoritaires ou malveillants ne manquent pas, mais je vois ces individus animés également par l'amour et le dévouement pour les autres, proches ou lointains, par la passion pour la connaissance et la vérité, par le besoin de créer autour d'eux sens et beauté. Ces élans ne concernent pas la seule vie privée et ils proviennent de traits anthropologiques inhérents à

---

<sup>1</sup> Nancy Huston, *Professeurs de désespoir*, Arles, Actes Sud, 2004, p. 19-20

notre espèce, ils se retrouvent dans certaines institutions ou certains projets sociaux, grâce auxquels tout habitant du pays peut bénéficier de l'action de la justice, de son système de santé, de l'éducation publique, des services sociaux.

Je ne sais comment l'énergie dont témoignent ces comportements pourra contribuer à infléchir les grandes tendances de la vie politique actuelle, pourtant je n'arrive pas à imaginer qu'elle reste à jamais sans conséquences.

Plutôt que dans la révolution politique ou technologique, je chercherais le remède à nos maux dans une nouvelle évolution des mentalités qui permettrait de retrouver le sens du projet démocratique et de mieux équilibrer ses grands principes : pouvoir du peuple, foi dans le progrès, libertés individuelles, économie de marché, droits naturels, sacralisation de l'humain. On peut observer autour de nous quelques indices du besoin qu'on en éprouve. Ainsi des débats provoqués par la récente crise financière (ils n'ont pas été suivis d'effets concrets, mais au moins des questions fondamentales ont été formulées) ou par les accidents technologiques comme celui de Fukushima. Ou encore, dans un tout autre genre, des manifestations de rue dans plusieurs pays occidentaux, comme en Espagne ou en Grèce, organisées par les « indignés », ces jeunes gens qui demandent non de remplacer la démocratie par un autre régime, mais de rendre sa réalité plus proche de son idéal : « Démocratie maintenant ! ». Il s'agit là de mouvements spontanés, peu articulés, ne sachant pas formuler des propositions concrètes ; et pourtant, leur sens apparaît assez clairement : ils refusent le tournant néolibéral pris par les gouvernants de ces pays. On ne peut encore savoir quel en sera l'aboutissement, une régénération de la démocratie ou une poussée de populisme, mais il est clair qu'ils expriment une insatisfaction du régime tel qu'il fonctionne à présent.

Les buts de l'action politique ne découlent pas de la connaissance du monde, contrairement à ce que soutenaient les scientifiques. Néanmoins, si on comprend mal la société dans laquelle on vit, on risque d'agir à contresens. C'est pourquoi il est souhaitable de tenir compte de ce que nous apprennent les sciences humaines et sociales sur les caractéristiques de la vie individuelle et collective des hommes. Le réalisme, ici, ne s'oppose ni à l'idéalisme ni à la politique inspirée de buts moraux, il se place au-delà des couples formés par l'immobilisme conservateur et le volontarisme aveugle, la résignation passive et la rêverie naïve. Seul ce réalisme-là correspond à la vocation de l'homme politique. On ne peut penser avec justesse l'avenir de la démocratie si l'on croit que le désir de s'enrichir correspond au bien suprême de l'être humain, ou que la vie en société est un choix parmi d'autres, une option facultative en quelque sorte.

Depuis quelques années s'est développée une pensée écologique, nullement opposée à la science, mais qui voudrait remplacer une science très partielle par une autre, plus complète, prenant en compte non les seuls êtres humains mais aussi le cadre naturel dans lequel ils vivent. Cette écologie de la nature doit à son tour être complétée. Pour citer de nouveau Flahault : « L'écologie telle que nous la connaissons aujourd'hui n'est encore qu'une écologie restreinte dans la mesure où elle se contente de prendre en considération l'être humain en tant qu'organisme physique vivant sur cette terre. Une écologie généralisée pense la culture et la société comme l'écologie pense déjà notre environnement physique ; elle s'intéresse donc aux conditions de l'existence psychique, à sa vulnérabilité et à celle des écosystèmes sociaux<sup>2</sup> ». L'appartenance culturelle, la vie en société font partie de la nature humaine.

C'est dans le cadre d'une telle écologie sociale et politique que l'on pourra tenir compte de la complémentarité entre individu et collectivité, objectifs économiques et aspiration au sens, désir d'indépendance et besoin d'attachement. C'est dans ce cadre aussi que l'on pourra voir pourquoi il faut résister aux effets du néolibéralisme, tels que le remplacement systématique de la loi par les contrats, les techniques de management déshumanisantes ou la recherche du profit maximal immédiat. Là également qu'on pourra réfléchir aux avantages et inconvénients de la diversité culturelle ou de l'imposition des mêmes valeurs morales à tous.

---

<sup>2</sup> F. Flahault, *Le Crépuscule de Prométhée*, éd. Mille et une nuits, 2008, p. 285-286

Si l'on se tourne vers la scène mondiale, et non plus celle d'un État, les leçons de l'écologie de la nature doivent de nouveau être complétées par celles de l'écologie sociale. La première nous met en garde : la population du globe ne cesse d'augmenter, les habitants de nombreux pays ont maintenant les moyens d'élever leur niveau de vie, alors même que les ressources terrestres en énergie, en eau ou en terres fertiles sont limitées. La seconde nous apprend que le temps de l'hégémonie mondiale d'un seul pays ou même d'un seul groupe est révolu, que l'humiliation infligée aux autres par une politique arrogante engendre un ressentiment aux conséquences néfastes durables, qu'on ne peut imposer le bien aux autres, même quand on est sincèrement convaincu de sa supériorité (comme l'illustrent clairement les destinées mouvementées de la démocratie au Moyen-Orient). Cela signifie que nous sommes entrés dans un monde multipolaire où la négociation et la recherche de l'intérêt mutuel donnent de meilleurs résultats que la domination, celle-ci serait-elle exercée au nom du bien. Cette nouvelle perspective sur les relations internationales ne conduit pourtant pas à conclure, à la manière de Bastiat, que nous avançons tranquillement vers l'harmonie universelle : les intérêts des groupes restent divergents, l'agression est toujours possible, la capacité de défense demeure donc nécessaire.

J'aimerais penser que ce renouveau démocratique trouvera un lieu propice dans le continent qui a vu la naissance de ce type de régime : l'Europe. Il est aisé de comprendre pourquoi l'Union européenne est préférable à celui des États-nations de ce continent même, qui dominaient le monde il y a encore cent ans, à la veille de la Première Guerre mondiale : ces États sont devenus aujourd'hui trop faibles pour avoir la capacité d'infléchir le processus de globalisation dans le sens qu'ils jugent utile et de jouer un rôle actif à l'échelle mondiale. Mais l'Europe a aussi quelques avantages à faire valoir auprès d'autres pays de dimensions imposantes, des pays-continentaux comme la Chine, l'Inde, la Russie, les États-Unis, le Brésil. Il est vrai que, pour en devenir conscient, on doit prendre quelque recul par rapport à l'actualité. Les avantages de l'Europe sont pour l'instant seulement potentiels -ils n'en sont pas moins réels. Et il se peut que la tortue européenne dépasse un jour les lièvres qui courent actuellement devant elle -surtout s'il s'avère qu'ils n'ont pas pris la bonne direction.

Ces avantages se ramènent essentiellement à une longue pratique du pluralisme : celui des ethnies, rendues très différentes entre elles par la nature même des terres qu'elles habitent, séparées les unes des autres par les mers et les hautes montagnes, mais contraintes à se fréquenter ; celui des familles de pensée qui, depuis l'Antiquité, se confrontent et s'influencent mutuellement : sophistes et platoniciens, chrétiens orthodoxes et hérétiques, humanistes et anti-humanistes, libéraux et socialistes ...Pratique, on le sait, dramatiquement insuffisante pour empêcher les massacres qui ont ensanglanté ces terres ; néanmoins, elle a contribué à former un socle de valeurs qui devraient permettre de s'opposer aux diverses formes de déshumanisation, celles qui vont aujourd'hui depuis la programmation des cerveaux jusqu'à la toyotisation des comportements.

Ces caractéristiques des populations européennes ne suffisent pas pour écarter les dévoiements de la démocratie que sont le messianisme, l'ultralibéralisme ou le populisme, mais elles constituent un terrain à partir duquel peut s'engager la résistance. Si seulement l'Europe parvenait à se saisir de la chance qui se présente devant elle de refonder ainsi la démocratie, elle contribuerait à parfaire un modèle qui permettrait de sortir de la stérile opposition entre société patriarcale répressive et société ultralibérale déshumanisée, modèle que suivraient volontiers d'autres pays, dans d'autres parties du monde.

Tzvetan Todorov, *Les Ennemis intimes de la démocratie*, Le Livre de Poche, 2012, pp. 259-270

**FIN DU SUJET**